

La question des disparus de la guerre marque la commémoration du 13 avril

Encore un 13 avril que les Libanais commémorent, le trente et unième en fait. Curieuse est cette guerre dont on a toujours commémoré le début, jamais la fin, et que la mémoire et l'histoire peinent aujourd'hui à appréhender. D'abord parce que les Libanais semblent avoir opté pour la sélectivité du souvenir. Ensuite, parce que leur passé, et notamment leurs quinze années de guerre, n'ont pas encore pu devenir un objet d'étude susceptible d'être abordé scientifiquement, analysé et critiqué. La connaissance y est toujours étrangère, et c'est l'intuition qui règne.

Le 13 avril 2006 est un peu passé dans une indifférence générale, relativement surtout aux fastidieuses célébrations de l'année dernière qui avaient parfois versé dans le sensationnalisme. Cette année, seule l'association Offre-joie a osé approcher cet événement avec un optimisme agressif, dans le cadre d'un « *matraquage de l'espérance* » que ses responsables ont voulu brandir face à la normalisation du désespoir. Et à part le marathon FL, qui nous a quand même

permis de voir ceux qui étaient jadis fiers de faire la guerre en train d'afficher ostensiblement leur attachement à la paix, c'est le vide. La société libanaise ne ressent pas aujourd'hui l'intérêt de célébrer cette date. Est-ce dû au fait que celle-ci ne s'insère pas tout à fait encore dans le passé ? Cela expliquerait la froideur actuelle. En effet, on ne commémore pas ce qui est.

Mais si les Libanais ont du mal à assumer positivement leur guerre, en en tirant les conséquences qui s'imposent, le 13 avril reste l'occasion, chaque année, pour les parents des disparus de rappeler à leur société que la guerre ne s'est pas achevée pour eux. Qu'elle se poursuit quotidiennement à travers la mémoire – bien vivante elle – de leurs proches qui sont les victimes de la paix autant, sinon plus, que celles de la guerre. Mercredi soir, les parents des détenus dans les prisons syriennes manifestaient, encore et encore, à l'Escwa pour revendiquer leur droit de savoir. Mais c'est à Saïda que le développement le plus intéressant avait lieu, puisque les parents des

disparus de la guerre faisaient leur sit-in traditionnel aux portes du Palais de justice de la ville. Ils demandaient justice à la chambre criminelle de la cour d'appel du Sud, qui se penchait hier sur un cas d'enlèvement milicien datant de 1982. Le droit serait-il capable de saisir une situation que la société dans son ensemble hésite à assumer ?

Au-delà des tribunaux, le député Ghassan Moukheiber était le seul à appeler hier, à travers la question qu'il a adressée au gouvernement, à aborder le problème des disparus de guerre dans sa globalité, demandant même la création d'un comité national pour la vérité et la réconciliation.

Une manière, parmi d'autres, pour que la société libanaise puisse choisir elle-même le terrain de confrontation avec son passé, avant que ce passé ne le fasse unilatéralement. Une manière surtout d'apprendre la gestion de notre passé.